



Taux actuels de d'émaciation : 5.1% retard de croissance : 38.2% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 19.1%

Source: Gouvernement afghan (Afghanistan Health Survey, 2018)

Bons résultats

- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Afghanistan : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 93% des enfants en 2018.
- Afghanistan : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Afghanistan : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal. Il en est ainsi depuis longtemps.
- Afghanistan : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Afghanistan : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Afghanistan national peace and development framework (ANPDF)) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Afghanistan : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2015.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (26.2% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Afghanistan : seulement 65.2% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2018.
- Afghanistan : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Afghanistan : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (42.3% en 2015) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.


Afghanistan: Données clés
Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	1.9%	2016	36e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	2.3%	2017	44e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Très médiocre	2019	45e
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Moyen	2019	33e
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	42.3%	2015	35e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	40e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2016	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2008	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	24e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	93%	2018	7e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	70.2%	2016	37e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	26.2%	2015	33e
Visites médicales pour les femmes enceintes	65.2%	2018	43e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2017-2021	41er
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2015	39e ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel

*For full details visit:
www.hancindex.org